

Les femmes, les jeunes filles, le VIH/sida et le monde du travail

L'épidémie fragilise les économies, et les femmes en subissent les plus grosses conséquences

On dénombre actuellement 37 millions d'adultes¹ séropositifs dans le monde, et ce chiffre ne cesse d'augmenter... Nous sommes de mieux en mieux renseignés sur le VIH/sida et, bien qu'on ait du mal à l'admettre, le nombre de personnes porteuses du VIH est en hausse constante. Le nombre de séropositifs serait encore plus élevé si ce n'est que, chaque année, entre deux et trois millions d'adultes meurent du sida. On constate de plus en plus les effets dévastateurs de cette épidémie sur les économies nationales, et il devient de plus en plus évident que les femmes en sont les principales victimes.

Les jeunes femmes et les filles sont davantage exposées au risque de transmission

«Plus la discrimination fondée sur le sexe est grande dans une société, et moins le rang des femmes y est élevé, plus elles seront affectées par le VIH.»

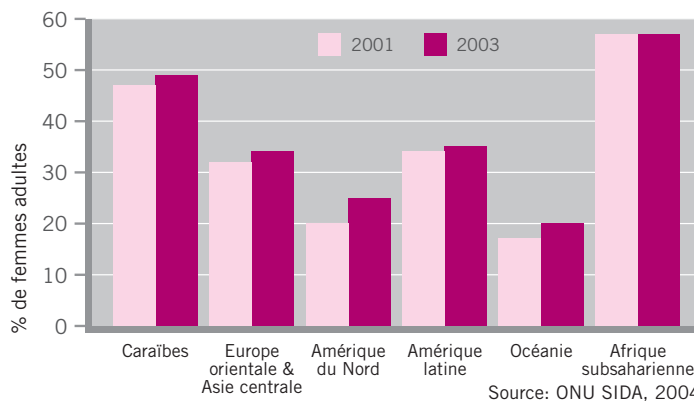
Recueil de directives pratiques du BIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail

Actuellement, les femmes représentent la majorité des nouveaux cas de VIH et des décès liés au sida dans les pays en développement, notamment en Afrique subsaharienne. De plus, les nouveaux cas sont principalement des jeunes. Or, pour les pays africains, cette déperdition de jeunes femmes et de filles constitue un grave problème. En effet, la jeune femme a un rôle essentiel à jouer dans la croissance économique, ainsi que le bien être de la famille et de la communauté, et dans l'éducation des générations futures.

Statistiques sur les femmes et le VIH/sida:

- La proportion de femmes parmi tous les adultes vivant avec le VIH/sida est passée de 43 pour cent en 1998 à 48 pour cent en 2003, et cette proportion ne cesse d'augmenter;
- Au niveau mondial, 60 pour cent des nouveaux cas sont des femmes et 52 pour cent de jeunes adultes;
- En Afrique subsaharienne, on évalue déjà à 57% la proportion de l'ensemble des personnes vivant avec le VIH qui sont des femmes et chez les jeunes vivant avec le VIH à 75% la proportion de femmes et de filles;
- En 2003, il y avait en Afrique plus de 12 millions d'orphelins, dont la plupart avaient perdu leur mère suite à l'épidémie.

Proportion de femmes parmi les adultes de 15 à 49 ans vivant avec le VIH, principales régions du monde, 2001 et 2003 (en pourcentage)



La proportion de femmes vivant avec le VIH/sida est en augmentation dans toutes les régions du monde, mais cette «féminisation» de l'épidémie est particulièrement marquée en Afrique subsaharienne. Dans cette région, en effet, la disparité entre hommes et femmes en matière de prévalence s'est manifestée plus tôt et s'est accentuée rapidement.

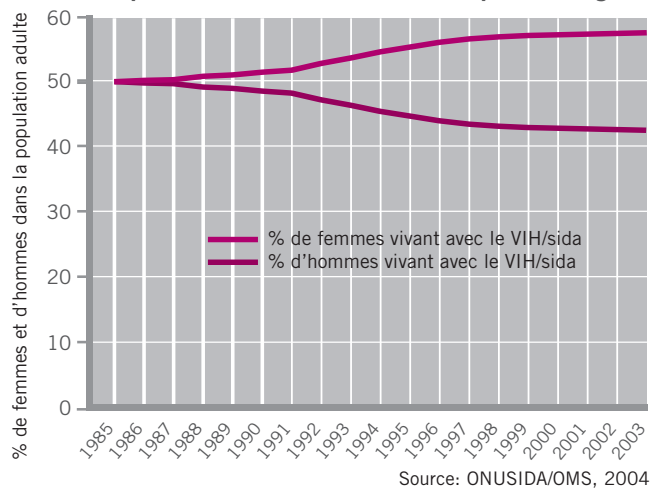
Pour l'ensemble des hommes et des femmes, et au niveau mondial, la moitié des nouveaux cas de séropositivité sont recensés parmi les jeunes², mais en Afrique, il s'agit des deux tiers. Le fait que le virus du VIH se transmette plus rapidement auprès des jeunes que dans la population générale met en péril la société et compromet les progrès vers le développement durable. Les jeunes d'aujourd'hui sont les générations actives qui produiront et consommeront les biens et services, et seront les entrepreneurs et les innovateurs de demain. Ils sont également les parents des futurs adultes. Au vu de cette prévalence élevée du VIH parmi les jeunes, l'effectif de la population active baissera de façon drastique, de nombreuses personnes s'efforceront de continuer à travailler quoique de plus en plus malades, et toute une génération d'enfants se retrouveront privés de l'attention et de l'encadrement parentaux. Bon nombre de jeunes sont déjà en charge des membres de leur famille malades ou mourants. L'épidémie bouleverse la vie des enfants obligés d'abandonner l'école pour s'occuper de leur famille et d'exercer un travail lucratif. Dans la majorité des familles, les filles sont les premières à devoir suspendre ou interrompre leur scolarité. La conséquence de cette situation est que, tant sur le plan individuel qu'au niveau de toutes leurs générations, les jeunes sont bien moins préparés pour le marché du travail que leurs aînés, ce qui les rapproche encore plus à la pauvreté et au risque de VIH.

¹ On entend par «adulte» les personnes âgées de 15 à 49 ans. Cette note ne tient pas compte des trois millions d'enfants qui vivent avec le VIH/sida et qui en meurent.

² On considère comme jeunes les personnes âgées de 15 à 24 ans.

Il est déjà vrai que les niveaux de scolarisation plus bas et l'accès limité aux ressources, font que les jeunes femmes et les filles sont davantage exposées au risque de transmission du VIH que les jeunes hommes et les garçons. En Afrique actuellement, on évalue à deux fois plus grand le nombre de personnes vivant avec le VIH/sida parmi les jeunes femmes que parmi les jeunes hommes et, dans de nombreux pays d'Afrique orientale et d'Afrique australe, la proportion des jeunes femmes séropositives serait six fois supérieure à celle des jeunes hommes parmi les personnes atteintes. Dans certains pays de ces régions, cela concernerait plus d'un tiers des adolescentes.

Proportion de femmes et d'hommes parmi les adultes de 15 à 49 ans vivant avec le VIH/sida, Afrique subsaharienne, 1985-2003 (pourcentage)



Le statut inférieur de la femme est directement lié à son plus grand risque de transmission

La principale menace pesant sur les femmes provient du fait que ce ne sont pas leurs propres comportements qui les exposent au VIH, mais ceux des hommes. Le faible statut de la femme dans la société, qui est une conséquence de leur infériorité sur les plans juridique, économique, social et culturel, les expose plus au risque VIH. Dans cette situation de subordination, les femmes ne peuvent pas prétendre à être autonomes et à gagner leur vie. La dynamique de la dépendance, de la pauvreté et de la crainte de l'appauvrissement enferment les femmes dans une situation qui concourt à les exposer davantage au risque de VIH.

Les rapports de dépendance

Dans la plupart des pays en développement, les hommes contrôlent les principales ressources productives telles que la terre agricole, et les femmes ne peuvent y accéder qu'à travers leur relation à l'homme, surtout par le mariage. Du fait de sa dépendance financière ou matérielle vis-à-vis des hommes, il est rarement du ressort de la femme de décider avec qui et dans quelles conditions elle a des relations sexuelles.

La pauvreté exacerbe sa dépendance

Dans les pays en développement, où la pauvreté touche surtout les femmes, elle engendre des comportements à risque dans lesquels les femmes s'engagent dans le but de survivre. Au même titre la pauvreté empêche les femmes de prévaloir dans leurs rapports avec leur mari ou partenaire, par crainte de représailles: dans l'incapacité de négocier des relations sexuelles protégées, notamment par l'usage du préservatif, elles craignent de perdre l'accès à certaines ressources et de s'appauvrir davantage. Pour certaines le cas ne se présente pas quand elles sont battues ou violées par leur conjoint.

«Selon une enquête de surveillance de comportements menée dans quinze pays d'Afrique subsaharienne, moins de la moitié des femmes avaient utilisé un préservatif au cours de leur dernier rapport sexuel avec un partenaire occasionnel.»

Family Health International

Sans autonomie ses choix sont limités

Ne disposant d'aucun bien propre, les femmes sont souvent obligées de supporter les mauvais traitements de leur mari ou de leur partenaire, qui sont leur accès aux ressources productives telles que la terre. Ne disposant d'aucune autre ressource que leur corps, il est des femmes qui se voient obligées d'en faire commerce pour subvenir à leurs besoins quotidiens. En Afrique, la prostitution est avant tout une activité de survie: les femmes s'y engagent pour gagner de quoi vivre et faire vivre leur famille. Lorsqu'une femme doit y recourir pour survivre, elle est fortement exposée au risque de VIH.

«La déscolarisation non seulement pénalise les enfants individuellement, mais elle réduit également la capacité de l'ensemble de leur génération d'acquérir les compétences leur permettant de se développer et le savoir-faire technique dont ils ont besoin pour obtenir des emplois décentes une fois adulte.»

BIT

Le manque d'instruction des femmes perpétue la discrimination sur le marché du travail

La principale menace du VIH/sida pour les filles concerne leur déscolarisation. En effet, dans les pays où la prévalence du VIH/sida est élevée, deux fois plus de filles que de garçons quittent l'école pour soigner de proches malades ou pour contribuer aux revenus du ménage. Au Swaziland, l'épidémie a entraîné une diminution de 36% du nombre d'enfants scolarisés, phénomène qui touche principalement les filles.

Facteurs liés à l'infériorité sociale des femmes qui fait accroître leur risque de VIH

Facteurs généraux de types économique, social et culturel:

- Dépendance financière ou matérielle vis-à-vis de l'homme pour assurer leurs besoins
- Aucun accès aux ressources
- Analphabétisme, faible niveau d'instruction
- Aucun droit de propriété ou d'héritage

Facteurs immédiats de types social et démographique:

- Mariage ou premières relations sexuelles à un âge précoce
- Violence et mauvais traitements lors des relations sexuelles avec leur mari ou partenaire
- Recours à la prostitution

Une fois adultes, ces filles voient leurs possibilités de travail limitées par leur analphabétisme ou leur faible niveau d'instruction, ce qui inévitablement restreint l'accès à l'indépendance financière et l'autonomie. De surcroît, dans toutes les régions en développement, les femmes sont confrontées dans le monde du travail à une discrimination fondée sur le sexe. Cette discrimination est particulièrement marquée dans le secteur formel, où les employeurs préfèrent embaucher des hommes parce que à priori ils les considèrent comme les véritables soutiens de famille et les jugent plus compétents.

C'est pourquoi les femmes sont plus nombreuses à travailler dans l'économie informelle urbaine, à pratiquer l'agriculture de subsistance ou à occuper les emplois les moins bien rémunérés du secteur formel. Dans ces conditions, leur niveau de sécurité sociale et économique est faible, voire nul, que ce soit en termes de revenu, d'épargne, d'assurance ou de protection sociale.

De plus, les femmes qui surmontent ces difficultés et arrivent à obtenir un emploi confrontent la violence, la stigmatisation et la discrimination sur le lieu de travail.

La violence dans le monde du travail

Sur le lieu de travail, les femmes sont souvent exposées au harcèlement sexuel et à la violence.

Il n'est pas rare que leur employeur ou leur supérieur hiérarchique leur impose des rapports sexuels en échange d'une embauche ou d'une promotion, ou pour éviter un licenciement. Dans un tel climat de violence quotidienne, il arrive que le simple fait d'anticiper ou de redouter la violence empêche la femme de refuser des rapports non désirés ou d'imposer l'usage du préservatif ou de tout autre moyen de protection.

Stigmatisation et discrimination

La stigmatisation et la discrimination liées au VIH/sida ont pour conséquence de dénaturer les comportements individuels, de limiter les perspectives d'emploi et de carrière et de nuire à la qualité des soins de santé et d'autres services sociaux. Chacun s'accorde à reconnaître que les femmes séropositives sont plus souvent stigmatisées et rejetées que les hommes. Dans le monde du travail, la discrimination peut entraîner le dépistage obligatoire, la mise en quarantaine, et l'exclusion, voire le licenciement.

«Quand je suis devenue malade du sida, j'avais un emploi, mais on a voulu me mettre à la porte. Je n'étais pas d'accord parce que je voulais continuer à travailler. Alors j'ai subi l'obligation d'un prélèvement sanguin. Finalement, ils m'ont poussée à venir vivre dans cet établissement qui s'occupe de malades du sida.»

Thailand Voices and Choices

Seule une action multidimensionnelle pourra freiner la déperdition de femmes productives

Si nous n'agissons pas, de plus en plus de femmes actives et productives deviendront malades et mourront, avec de graves conséquences pour les économies nationales autant que pour les familles. Néanmoins, nous savons quels choix faire afin d'éviter une telle catastrophe. En effet, il ne suffira pas d'informer les femmes sur les risques de transmission et de leur fournir des moyens directs de prévention. Pour changer l'issue, il sera tout aussi essentiel de lutter contre la pauvreté, de faire évoluer les pratiques du monde du travail, de maintenir les filles scolarisées, d'offrir aux femmes des programmes de formation et de s'attaquer aux causes profondes de leur infériorité sociale au moyen de réformes législatives. Pour cela, il faut dès à présent une volonté politique, de la détermination et des ressources à la hauteur.

«Si l'on ne réussit pas à améliorer la situation des femmes, l'épidémie de VIH/sida fera de plus en plus de ravages et un jour les femmes ne pourront plus du tout faire face à ses conséquences.»

Le Coordinateur Résident des Nations Unies au Zimbabwe

Une recherche menée au Kenya dans les secteurs destinés à l'exportation (café, thé et industries manufacturières légères.) a révélé que la violence et le harcèlement font partie du quotidien des femmes au travail:

- plus de 90 pour cent des femmes interrogées avaient subi ou avaient été témoins d'abus sexuels sur le lieu de travail;
- 95 pour cent des femmes abusées sexuellement sur le lieu de travail craignaient de dénoncer le problème de crainte de perdre leur emploi;
- 70 pour cent des hommes interrogés considéraient le harcèlement sexuel des travailleuses comme un comportement normal et naturel.

International Labour Rights Fund, 2002

Mais ne restons pas aveugles. La voie à suivre afin d'éviter la catastrophe exige l'adoption, à tous les niveaux, de mesures concertées de grande envergure. Ainsi, l'inclusion d'office et d'emblée des femmes dans les stratégies et les programmes d'action destinés à l'éradication de la pauvreté, contribuerait, lorsqu'ils aboutissent, à réduire les risques de VIH de la population féminine. Toute action visant à freiner l'épidémie de VIH/sida doit nécessairement prévoir l'adoption de lois qui protègent les droits des femmes et leur accès aux ressources, leur permettant d'avoir autant accès que les hommes aux antirétroviraux, réprimant les actes de violence et les mauvais traitements à leur encontre et interdisant la mutilation génitale des femmes, ainsi que toute autre pratique qui perpétue leur infériorité sociale.

Projections des pertes de population active cumulées, des décès annuels de femmes en âge de travailler et de l'accroissement annuel de la charge sociale incombant aux femmes, liés au VIH/sida en Afrique subsaharienne, 1995-2015, en partant de l'hypothèse que l'accès à grande échelle aux antirétroviraux ne serait pas encore réalisé.

	1995	2000	2005	2010	2015
Pertes de population active féminine	988,000	3,551,000	8,671,000	15,325,000	22,745,000
Pertes de population active masculine	1,810,000	5,255,000	11,165,000	18,584,000	26,840,000
Pertes de population active féminine et masculine en pourcentage de la population active totale	1.2	3.2	6.3	9.4	12.0
Décès annuels de femmes dus au VIH/sida	213,000		1,294,000		1,884,000
Décès annuels d'hommes dus au VIH/sida	272,000		1,168,000		1,527,000
Accroissement annuel de la charge incombant aux femmes en âge de travailler pour soigner les malades du sida (en pourcentage)	0.4		3.2		5.8

Source: BIT, 2004

En 1995, les pertes de population active féminine représentaient la moitié des pertes de population active masculine; d'ici à 2015, les pertes de population active féminine seront pratiquement égales aux pertes de population active masculine, même si, de façon générale, le taux de participation des femmes au marché du travail est inférieur à celui des hommes. Si l'on prend en compte l'ensemble des personnes en âge de travailler, on dénombrait moins de décès parmi les femmes que parmi les hommes en 1995, mais le nombre de décès de femmes dépassera celui des hommes en 2005 et l'écart entre le nombre de décès enregistré parmi les hommes et les femmes continuera à se creuser jusqu'en 2015. Par conséquent, les projections indiquent que la charge sociale liée aux maladies et aux décès dus au sida incombant aux femmes survivantes en âge de travailler aura été multipliée par huit entre 1995 et 2005 et doublera d'ici à 2015.

Le Recueil de directives pratiques du BIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail

Le Recueil de directives pratiques du BIT contient des recommandations destinées aux organisations d'employeurs et de travailleurs et aux gouvernements sur les actions à mener dans le monde du travail pour combattre le VIH/sida. Un des ses principes fondamentaux étant l'égalité entre hommes et femmes, il met l'accent sur le fait que, pour freiner l'épidémie et limiter son incidence, il est nécessaire d'instaurer une plus grande équité entre les sexes et de donner aux femmes les moyens de devenir autonomes.

Garder les filles scolarisées

Maintenir la scolarisation des filles constitue un moyen essentiel et très efficace de les protéger contre l'épidémie: plus elles sont instruites, mieux les filles pourront s'informer sur le VIH et les méthodes de prévention, et plus les filles auront la capacité et l'assurance leur permettant de négocier des rapports sexuels protégés. Les filles les plus instruites se marient plus tard, ont plus de liberté pour choisir leur conjoint, sont moins dépendantes des hommes et jouissent d'un statut plus élevé au sein de leur famille. L'augmentation des possibilités de formation et d'emploi pour les jeunes filles et les femmes contribue de façon significative à l'éventualité de leur autonomie.

Améliorer l'accès des femmes au travail et freiner l'épidémie

L'inégalité a amplifié l'épidémie au point où elle a engendré une crise économique et sociale, notamment en Afrique. Face à ce défi, il faudra poursuivre simultanément deux stratégies d'action. D'une part, il faut prendre des mesures urgentes pour instamment élargir l'accès aux traitements pour les sidéens, les femmes ayant le même accès aux traitements que les hommes. D'autre part, il est essentiel de s'attaquer aux causes profondes de l'épidémie. Il faut améliorer la condition féminine pour combattre et prévenir la violence exercée contre les femmes et les jeunes filles, une cause directe de la transmission du VIH. Si la femme obtient l'accès à l'autonomie par la protection de ses droits, par des mesures concrètes destinées à améliorer son statut social et lui donnant accès à la formation, à des compétences utiles pour la vie et à des emplois, elle aura plus de contrôle sur sa propre vie, son corps et ses relations sexuelles.

Une plus grande égalité dans la relation hommes/femmes et l'amélioration de la situation des femmes sont essentielles pour prévenir [...] le VIH.»

Recueil de directives pratiques du BIT



Joint United Nations Programme on HIV/AIDS

UNAIDS

UNHCR · UNICEF · WFP · UNDP · UNFPA

UNODC · ILO · UNESCO · WHO · WORLD BANK

ILO is a cosponsor of UNAIDS